

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
9 janvier 2012  
Français  
Original : anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 5<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 5 octobre 2011, à 10 heures

*Président :* M. Tommo Monthe ..... (Cameroun)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires :* M. Kelapile

**Sommaire**

Point 138 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 131 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des Commissaires aux comptes

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

*Mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes  
comptables internationales pour le secteur public des rapports  
financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-53208X (F)



**Merci de recycler**

*La séance est ouverte à 10 h 10*

**Point 138 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (suite)**  
(A/C.5/66/L.2)

*Projet de résolution A/C.5/66/L.2*

1. *Le projet de résolution A/C.5/66/L.2 est adopté.*

**Point 131 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des Commissaires aux comptes (A/66/5/Add.5, A/66/73 et Add.1, A/66/139 et A/66/377)**

2. **M. Liu Yu** (Président du Comité des opérations d'audit du Comité des Commissaires aux comptes des Nations Unies), présentant le rapport financier et les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et le rapport du Comité des Commissaires aux comptes relatif aux fonds de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/66/5/Add.5) dit que l'audit effectué par le Comité n'a révélé aucune erreur significative dans les états financiers. Toutefois, il a permis de déceler plusieurs problèmes importants. En particulier, le Haut-Commissariat n'était pas du tout prêt au moment de l'audit final, l'absence de pistes de vérification rendait le rapprochement des états financiers difficiles, ceux-ci contenaient un grand nombre d'erreurs et il y avait des divergences entre les principes et les méthodes comptables. Pendant la mission d'audit, des erreurs d'un montant de 39 millions de dollars environ ont été rectifiées et tous les autres problèmes ont été réglés à la satisfaction du Comité. Celui-ci a donc pu émettre une opinion dépourvue de réserves, estimant que les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière du Haut-Commissariat.

3. Bien qu'il se soit abstenu d'émettre des réserves, le Comité a jugé très préoccupante la façon dont le HCR gère les fonds, les risques et la performance. Les incertitudes inhérentes à un mode de financement fondé en majeure partie sur des contributions volontaires ont des incidences sur la gestion des ressources et la prise de décision, en ce qu'elles incitent à donner la priorité à des programmes à court terme qui ne constituent peut-être pas toujours le meilleur investissement. Les fonctions gestion financière et contrôle souffrent de carences qui se

manifestent notamment par des retards dans le rapprochement des comptes bancaires, un manque de rigueur dans le contrôle des comptes et un manque de compétence financière des bureaux locaux, qui comprennent mal et ne savent pas bien exploiter le progiciel de gestion intégré du Haut-Commissariat. L'adoption des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) comporte un certain nombre de risques, portant notamment sur la capacité d'établir en tant voulu des états financiers annuels exacts et sur l'état de préparation et les capacités des bureaux locaux. Le HCR ne semble pas avoir une idée claire des avantages que présente le passage à ces normes.

4. Le HCR a adopté le mode de gestion axée sur les résultats en 2005, mais les rapports établis ne permettent pas à la direction de juger correctement du coût-efficacité des projets et des activités, ni de tenir les directeurs locaux responsables des résultats. Les données sont incomplètes et peu fiables, les indicateurs de résultats, qui manquent de cohérence, ne sont pas centrés sur les activités essentielles ni sur l'efficacité et l'efficience, et il n'est pas établi de lien précis entre les résultats et les données financières. En conséquence, le HCR est toujours incapable de réunir pour analyse des informations de base sur la gestion financière et le résultat de ses opérations.

5. Le HCR ne s'est pas encore doté d'une méthode formelle et systématique de gestion des risques. On a aussi relevé des carences dans le mode de sélection, de gestion et de suivi des partenaires, dont une forte proportion travaille depuis plusieurs années pour le Haut-Commissariat sans avoir été soumis périodiquement à des tests et à un réexamen, ce qui augmente les risques que posent la fraude, la corruption, l'inefficacité et la médiocrité des résultats.

6. En ce qui concerne les situations de réfugiés prolongées, une question stratégique de plus en plus importante qui a des incidences sensibles en termes de gestion des ressources, le HCR agit de manière fragmentaire et ne dispose pas de données fiables sur les coûts et les résultats qui permettraient de prendre des décisions fondées. Le Plan d'action mondial adopté pour faire face à ces situations n'est pas piloté par un référent unique de haut niveau qui en serait responsable, et ne prévoit pas de moyens concrets de mesurer les progrès ni aucun système de suivi des ressources mises en œuvre. Les descriptifs-argumentaires de projets visant des solutions durables sont peu élaborés, alors que le coût de telles solutions

est relativement faible par rapport à celui du maintien en situation de réfugié sur une longue durée.

7. La conclusion générale du Comité des Commissaires aux comptes est que le HCR n'est toujours pas en mesure de démontrer les avantages tangibles de son programme de changement, ni l'efficacité de sa gestion des ressources. Dans l'ensemble, le Haut-Commissariat a admis le bien-fondé de toutes les conclusions et recommandations du Comité, ayant lui-même dressé la liste de nombre de ses lacunes. Avec l'appui du Comité, il doit maintenant établir un ordre de priorité et prendre des mesures énergiques pour remédier à ces carences et appliquer les recommandations formulées, même s'il lui est impossible de régler en un an tous les problèmes recensés.

8. Présentant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la suite donnée à ses recommandations relatives à l'exercice biennal 2008-2009 (A/66/139), l'orateur dit que le rapport traite de 15 organismes dont les comptes donnent lieu tous les deux ans à la présentation par le Comité de rapports adressés à l'Assemblée générale. Pour l'exercice considéré, le Comité a formulé 590 recommandations, soit 16 % de plus que pour l'exercice biennal précédent. Le pourcentage de recommandations appliquées est de 46 %, comme pour l'exercice 2006-2007. D'une façon générale, les administrations ont examiné ces recommandations avec sérieux et mis au point une panoplie de bonnes pratiques en vue d'améliorer le suivi de leur application, mais le Comité les a toutefois engagées à intensifier leurs efforts en vue d'accroître le pourcentage de celles qui sont appliquées intégralement.

9. La proportion de recommandations partiellement appliquées a légèrement augmenté, passant de 46 % à 48 %. Étant donné que la plupart des entités ont fixé des dates butoirs pour les recommandations en cours d'application, dont certaines devront systématiquement être appliquées dans le contexte de la mise en œuvre des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ou d'autres transformations des processus, ce chiffre n'inquiète pas le Comité outre mesure, mais il engage néanmoins les entités concernées à faire le nécessaire dans les meilleurs délais. Le Comité a par ailleurs recensé plusieurs initiatives que certaines organisations pourraient prendre pour parvenir plus rapidement à une application intégrale de ses recommandations.

10. Au 31 mars 2011, aucune suite n'avait été donnée à 5 % des recommandations relatives à l'exercice biennal 2008-2009, contre 4 % pour l'exercice précédent. Tout en reconnaissant que certaines entités peuvent avoir des raisons valables de les laisser sans suite, le Comité constate que d'autres n'ont tout simplement pas commencé à les mettre en œuvre.

11. **M. Kelapile** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport pertinent du Comité consultatif (A/66/377), dit que celui-ci se félicite des progrès accomplis par le HCR, qui ont permis au Comité des Commissaires aux comptes d'émettre sur une opinion sur les comptes sans l'assortir de réserves. S'agissant des préoccupations exprimées par le Comité des Commissaires aux comptes au sujet de la gestion des finances, des risques et de la performance au HCR, le Comité consultatif est conscient que cet organisme opère dans des conditions difficiles mais compte qu'il prendra les mesures voulues pour régler les problèmes recensés et mettre en œuvre intégralement et dans les meilleurs délais les recommandations des commissaires aux comptes. Il devra notamment remédier aux carences mises en lumière dans les domaines de la gestion et des contrôles financiers afin que les normes IPSAS puissent être mises en œuvre avec succès en 2012.

12. S'agissant du rapport du Comité des Commissaires aux comptes sur la suite donnée à ses recommandations relatives à l'exercice biennal 2008-2009 (A/66/139), le Comité consultatif note que la proportion de recommandations qui n'ont pas été intégralement appliquées a légèrement diminué par rapport à l'exercice précédent. Il appelle de nouveau à l'application rapide et intégrale des recommandations des commissaires aux comptes et souligne combien il importe que les cadres supérieurs portent à cette question l'attention voulue. Il faut analyser les causes profondes des problèmes recensés afin d'y porter remède.

13. **M<sup>me</sup> Frueh** (Secrétaire exécutive du Corps commun d'inspection), présentant au nom du Président du Corps commun d'inspection (CCI) le rapport intitulé « La fonction d'audit dans le système des Nations Unies » (A/66/73), précise que le CCI a inscrit l'examen de la fonction d'audit à son programme de travail pour 2010 afin de contribuer à renforcer la cohérence à l'échelle du système entre les entités compétentes exerçant la fonction d'audit, qu'elle soit

interne ou externe, conformément aux normes professionnelles relatives à la pratique de la profession telles qu'elles sont applicables aux Nations Unies.

14. Au cours des 10 dernières années, la fonction d'audit a été sensiblement renforcée dans les organismes des Nations Unies pour satisfaire aux exigences des États Membres en matière de surveillance, de transparence et de responsabilité, mais elle pâtit encore d'un manque de cohérence et de coordination à l'échelle du système et de nombreuses organisations doivent encore renforcer leur indépendance, leurs capacités, leurs ressources et leurs processus afin de combler un certain nombre de lacunes.

15. Les principaux défis ou problèmes que rencontrent les responsables de l'audit interne sont le suivi et l'application des recommandations d'audit; les ressources; les audits s'inscrivant dans le cadre de l'initiative « Unité d'action des Nations Unies »; la coordination avec d'autres organes de contrôle; et les questions touchant l'indépendance des auditeurs, y compris les ingérences de l'encadrement et la possibilité de conflits d'intérêts. D'autres problèmes concernent l'autorité, la centralisation ou la décentralisation, la structure, la planification, la communication d'informations et l'évaluation de la qualité de l'activité d'audit interne, la performance et la compétence des auditeurs internes, et la question de la responsabilité et de la transparence, en particulier pour ce qui est de la communication des résultats d'audit.

16. S'agissant des auditeurs externes, leur nomination est effectuée sans faire suffisamment appel à la concurrence : un petit nombre d'institutions supérieures de contrôle (ISC) sont choisies de manière récurrente et nommées simultanément dans plusieurs organisations, avec parfois un mandat de durée illimitée. Qui plus est, l'évaluation de leurs prestations n'est pas prévue et elle ne fait pas partie des attributions de certains comités d'audit, contrairement aux meilleures pratiques. Toujours en ce qui concerne les auditeurs externes, le rapport met en lumière d'autres problèmes touchant la nécessité de donner la priorité aux audits de certification des états financiers, compte tenu de l'introduction des normes IPSAS, le bref délai accordé pour l'examen des états financiers dans certaines organisations et l'absence de procédures adéquates de passation de fonctions entre anciennes et nouvelles institutions supérieures de contrôle. L'étude

a montré que la fonction d'audit externe était exercée de façon plus indépendante que la fonction d'audit interne et mieux préservée qu'elle des tentatives d'ingérence de la part de l'encadrement.

17. La création de comités d'audit ou de contrôle dotés d'un rôle consultatif auprès de l'administration et des organes délibérants est une mesure récente importante pour l'amélioration de la fonction d'audit et de contrôle dans les organismes des Nations Unies, mais cinq organisations n'en ont pas encore établi. En outre, les attributions de plusieurs d'entre eux sont principalement axées sur l'activité d'audit, et ne prévoient pas dans certains cas l'évaluation des prestations des auditeurs externes.

18. Les auditeurs internes et externes et les comités d'audit travaillent mieux et sont mieux à même de contribuer aux processus de gouvernance des organisations lorsqu'ils entretiennent des relations régulières et objectives entre eux, et avec l'administration. Or, il reste encore beaucoup à faire pour instituer une coopération et une coordination efficaces entre ces groupes à l'échelle du système. Ainsi, les missions limitées d'audit conjoint entreprises ces dernières années comme suite à l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » ont été difficiles à réaliser. La réunion annuelle des représentants des services de vérification interne des comptes des organismes des Nations Unies, des institutions financières multilatérales et des organisations internationales associées ainsi que les réunions du Groupe de vérificateurs externes des comptes ont contribué à améliorer la coordination générale. Si la coordination entre auditeurs internes semble être plus fréquente et plus efficace que la coordination entre auditeurs internes et auditeurs externes, la coordination entre comités d'audit ou de contrôle se fait au coup par coup alors qu'elle devrait être institutionnalisée pour permettre l'échange de données d'expérience, d'informations et de pratiques. Pour ce qui est de l'adhésion au principe de l'audit unique, il est suggéré dans le rapport que les auditeurs externes, les comités d'audit ou de contrôle et les organes délibérants ou directeurs soient informés de toute vérification effectuée par un tiers, afin d'éviter un malentendu sur ce que suppose l'application de ce principe.

19. Les conclusions et recommandations figurant dans le rapport ont été bien accueillies par les organes de contrôle. Sur les 18 recommandations importantes, 11 s'adressent aux États Membres, qui sont appelés à

prendre des décisions de principe concernant le mandat, l'indépendance et la responsabilité des auditeurs ainsi que la transparence de leurs fonctions. Le CCI espère que la Commission adoptera sans tarder la décision qui permettra d'aller de l'avant sur ces points importants pour la gouvernance et d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la fonction d'audit dans le système des Nations Unies.

20. **M. Herman** (Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination), présentant la note du Secrétaire général sur la fonction d'audit dans le système des Nations Unies (A/66/73/Add.1), dit que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des nations pour la coordination (CCS) se félicite du caractère exhaustif de l'étude réalisée par le CCI en vue d'améliorer la cohérence entre les entités exerçant la fonction d'audit au sein des organismes des Nations Unies. Les observations générales des organismes portent sur trois grandes questions : le regroupement des fonctions de contrôle, la planification des missions d'audit interne et la définition du conseil d'audit interne. Le CCS a généralement accepté les recommandations du CCI, en faisant observer à plusieurs reprises que les pratiques préconisées étaient déjà suivies ou en passe de l'être.

21. Les organismes ont souhaité apporter des précisions au sujet de certaines recommandations. Pour ce qui est de la recommandation 4, par exemple, ils sont généralement favorables aux principes qui y sont énoncés concernant le choix des fonctionnaires des départements d'audit, mais estiment qu'il faut éviter d'appliquer aux intéressés des méthodes de sélection distinctes comme cela semble suggéré. Ils ont également fait des observations sur la recommandation 14 préconisant d'informer les organes délibérants des demandes concernant des missions d'audit par des tiers. Ils sont convenus que les organes directeurs devaient être informés de ces demandes et ont rappelé le principe de l'audit unique. Notant que les donateurs pourraient être d'un avis différent et qu'ils pourraient donc être difficiles d'écarter ces demandes, les organismes invitent l'Assemblée générale à se prononcer clairement sur ce point. Ce sont là quelques exemples des réactions des organismes aux recommandations du CCI.

22. **M<sup>me</sup> Handrujovicz** (Argentine), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe attache une grande importance aux travaux des organes d'audit interne ou externe, dont les recommandations,

un moyen essentiel d'améliorer les activités de l'Organisation, doivent être appliquées intégralement dans les meilleurs délais.

23. Le Groupe se félicite des progrès accomplis par le HCR, qui ont permis au Comité des Commissaires aux comptes d'émettre une opinion sans réserve sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2010. Le HCR doit prendre toutes les mesures requises pour appliquer les recommandations relatives à la mise en place de systèmes efficaces de gestion de la performance, des fonds et des risques. La diminution du pourcentage de recommandations appliquées en 2009 par rapport à l'année précédente est préoccupante. Faisant siennes les conclusions formulées par le Comité consultatif au paragraphe 9 de son rapport (A/66/377), le Groupe demande instamment au HCR de tout mettre en œuvre pour que les normes IPSAS puissent être appliquées avec succès à partir de 2012.

24. Les 15 organismes des Nations Unies pour lesquels le Comité des commissaires aux comptes a émis des recommandations relatives à l'exercice biennal 2008-2009 doivent mettre ces recommandations en œuvre rapidement, assurer un suivi efficace de leur application et renforcer la coordination interinstitutions lorsqu'une recommandation concerne plusieurs organismes. Comme le Comité consultatif, le Groupe estime que la direction doit prendre des mesures pour remédier aux carences constatées dans l'application des recommandations du Comité des Commissaires aux comptes et aux causes profondes des problèmes recensés par cet organe.

25. Lors des consultations officielles, le Groupe demandera des informations complémentaires sur les dispositions prises par le Programme des Nations Unies pour le développement pour améliorer sa base de données sur le suivi des audits.

**Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013**  
(A/66/352 et A/66/376)

*Mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes comptables internationales du secteur public des rapports financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*  
(A/66/352 et A/66/376)

26. **M<sup>me</sup> Matsuura-Mueller** (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), présentant la note du Secrétaire général sur les mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes comptables internationales du secteur public des rapports financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (A/66/352), indique que l'adoption par le HCR des normes IPSAS à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 exigeait de réviser les règles régissant la gestion financière par le Haut Commissaire pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires. Le Haut-Commissariat a procédé à cette révision en consultation avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment ceux qui ont été les premiers à adopter les normes. Après examen par le Comité des Commissaires aux comptes, le Bureau des services de contrôle interne et la Section des normes et des conseils juridiques du HCR, les amendements envisagés ont été soumis au Comité exécutif, conformément à la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale, avec les observations du Comité consultatif. Ainsi qu'il est stipulé dans la résolution, les règles révisées peuvent être appliquées, sous réserve de l'accord du Comité exécutif, si elles sont conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Le Haut Commissaire demande à l'Assemblée générale d'autoriser le HCR à appliquer *mutatis mutandis* le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU de manière conforme aux normes IPSAS à titre de mesure transitoire jusqu'à ce que le Règlement ait lui-même été révisé en fonction des normes.

27. **M. Kelapile** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur la question (A/66/376), dit que celui-ci n'est pas opposé à la demande présentée par le HCR ni aux modifications qu'il est proposé d'apporter aux règles de gestion financière des fonds de contributions volontaires administrés par le Haut Commissaire pour les réfugiés. Le Comité consultatif a directement communiqué au Comité exécutif son avis sur ces amendements dans son rapport sur le projet de budget-programme du HCR pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/AC.96/1100/Add.1).

*La séance est levée à 11 h 15.*